

Amendement 2
Thierry Mariani
au nom du groupe ID

Rapport
Isabel Wiseler-Lima

A9-0051/2019

Rapport annuel 2018 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière (2019/2125(INI))

Proposition de résolution
Paragraphe 11

Proposition de résolution

Amendement

11. attire l'attention sur les cas de persécution et de discrimination fondées sur l'appartenance ethnique, la nationalité, la classe sociale, la caste, la religion, les convictions, la langue, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle et ***l'identité de genre***, qui perdurent dans de nombreux pays et sociétés; est profondément préoccupé par l'augmentation des réactions haineuses et intolérantes visant les personnes victimes de ces violations des droits de l'homme; demande que les responsables rendent des comptes;

11. attire l'attention sur les cas de persécution et de discrimination fondées sur l'appartenance ethnique, la nationalité, la classe sociale, la caste, la religion, les convictions, la langue, l'âge, le sexe ***et*** l'orientation sexuelle qui perdurent dans de nombreux pays et sociétés; est profondément préoccupé par l'augmentation des réactions haineuses et intolérantes visant les personnes victimes de ces violations des droits de l'homme; demande que les responsables rendent des comptes;

Or. en

Amendement 3
Thierry Mariani
 au nom du groupe ID

Rapport
Isabel Wiseler-Lima

A9-0051/2019

Rapport annuel 2018 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière (2019/2125(INI))

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution

12. fait remarquer que le nombre de personnes déplacées de force en 2018 a dépassé les 70 millions, dont 26 millions de réfugiés, 41 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et 3,5 millions de demandeurs d'asile¹⁰; relève, en outre, qu'il y a environ 12 millions d'apatrides dans le monde; est d'avis que les guerres, les conflits, le terrorisme, la violence, l'oppression politique, les persécutions du fait de la religion ou des convictions, la pauvreté et l'insécurité hydrique et alimentaire renforcent les risques de nouveaux conflits et de nouveaux déplacement de populations; estime que les conséquences environnementales du changement climatique, telles qu'un accès restreint à l'eau potable, peuvent aggraver les déplacements de populations;

¹⁰ Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés – Rapport «Global Trends 2018» (19 juin 2019).

Amendement

12. fait remarquer que le nombre de personnes déplacées de force en 2018 a dépassé les 70 millions, dont 26 millions de réfugiés, 41 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et 3,5 millions de demandeurs d'asile¹⁰; relève, en outre, qu'il y a environ 12 millions d'apatrides dans le monde; est d'avis que les guerres, les conflits, le terrorisme, la violence, l'oppression politique, les persécutions du fait de la religion ou des convictions, la pauvreté et l'insécurité hydrique et alimentaire renforcent les risques de nouveaux conflits et de nouveaux déplacement de populations; estime que les conséquences environnementales du changement climatique, telles qu'un accès restreint à l'eau potable, peuvent aggraver les déplacements de populations; ***souligne la nécessité de défendre le «droit à rester dans son pays d'origine»;***

¹⁰ Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés – Rapport «Global Trends 2018» (19 juin 2019).

Amendement 4
Thierry Mariani
au nom du groupe ID

Rapport
Isabel Wiseler-Lima

A9-0051/2019

Rapport annuel 2018 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière (2019/2125(INI))

Proposition de résolution
Paragraphe 14

Proposition de résolution

Amendement

14. souligne que la liberté de parole et d'expression et le pluralisme des médias en ligne et hors ligne figurent au centre des sociétés démocratiques résilientes; condamne l'utilisation abusive d'objectifs légitimes tels que la lutte contre le terrorisme, la sécurité d'État et le maintien de l'ordre pour restreindre la liberté d'expression. ***condamne les campagnes de propagande et de désinformation médiatiques à l'encontre de minorités; demande que soient mises en place les meilleures garanties possibles contre les discours de haine et la radicalisation, les campagnes de désinformation et la propagande hostile, notamment lorsque cela émane d'États autoritaires et d'acteurs non étatiques, tels que des groupes terroristes, grâce à l'élaboration, tant au niveau de l'Union qu'au niveau international, d'un cadre juridique pour lutter contre les menaces hybrides, y compris les guerres cybernétiques et de l'information sans pour autant compromettre les droits fondamentaux;*** rappelle que les médias devraient refléter la pluralité des opinions et soutenir et respecter le principe de non-discrimination; souligne, à cet égard, que les personnes appartenant à des minorités devraient bénéficier du même accès que l'ensemble

14. souligne que la liberté de parole et d'expression et le pluralisme des médias en ligne et hors ligne figurent au centre des sociétés démocratiques résilientes; condamne l'utilisation abusive d'objectifs légitimes tels que la lutte contre le terrorisme, la sécurité d'État et le maintien de l'ordre pour restreindre la liberté d'expression. rappelle que les médias devraient refléter la pluralité des opinions et soutenir et respecter le principe de non-discrimination; souligne, à cet égard, que les personnes appartenant à des minorités devraient bénéficier du même accès que l'ensemble de la population aux médias audiovisuels, y compris dans leur propre langue;

de la population aux médias audiovisuels, y
compris dans leur propre langue;

Or. en

8.1.2020

A9-0051/5

Amendement 5
Thierry Mariani
au nom du groupe ID

Rapport
Isabel Wiseler-Lima

A9-0051/2019

Rapport annuel 2018 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière (2019/2125(INI))

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution

Amendement

17. souligne l'importance de ses résolutions sur les violations des droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit, et des travaux de sa sous-commission «Droits de l'homme»; recommande vivement à la Commission et au SEAE de renforcer leur coopération avec la sous-commission «Droits de l'homme» du Parlement afin de lui permettre de participer au futur plan d'action et de suivre sa mise en œuvre; invite le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à fournir régulièrement au Parlement des rapports sur les mesures de suivi qu'il a entreprises concernant chacune des résolutions d'urgence et/ou des recommandations qui y figurent;

supprimé

Or. en

Amendement 6
Thierry Mariani
au nom du groupe ID
Lars Patrick Berg

Rapport
Isabel Wiseler-Lima

A9-0051/2019

Rapport annuel 2018 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière (2019/2125(INI))

Proposition de résolution
Paragraphe 43

Proposition de résolution

43. demande à l'Union et à ses États membres de continuer à nouer des alliances et à renforcer la coopération avec un large éventail de pays et d'organisations régionales, afin de permettre des évolutions positives en matière de liberté de religion ou de conviction, notamment dans les zones de conflit où les groupes confessionnels **tels** que les chrétiens du Moyen-Orient **sont les plus vulnérables**; soutient pleinement la pratique de l'Union consistant à prendre l'initiative d'élaborer des résolutions thématiques au Conseil des droits de l'homme de l'ONU et des résolutions sur la liberté de religion et de conviction à l'Assemblée générale des Nations unies;

Amendement

43. demande à l'Union et à ses États membres de continuer à nouer des alliances et à renforcer la coopération avec un large éventail de pays et d'organisations régionales, afin de permettre des évolutions positives en matière de liberté de religion ou de conviction, notamment dans les zones de conflit où les groupes confessionnels **sont les plus vulnérables, tout en s'assurant** que les chrétiens du Moyen-Orient **reçoivent une aide spécifique et durable et en ne prenant aucun engagement qui pourrait nuire aux communautés chrétiennes**;

soutient pleinement la pratique de l'Union consistant à prendre l'initiative d'élaborer des résolutions thématiques au Conseil des droits de l'homme de l'ONU et des résolutions sur la liberté de religion et de conviction à l'Assemblée générale des Nations unies;

Or. en

8.1.2020

A9-0051/7

Amendement 7
Thierry Mariani
au nom du groupe ID

Rapport
Isabel Wiseler-Lima

A9-0051/2019

Rapport annuel 2018 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière (2019/2125(INI))

Proposition de résolution
Paragraphe 56

Proposition de résolution

Amendement

56. souligne qu'il est et urgent de s'attaquer aux causes profondes des flux migratoires, telles que les guerres, les conflits, les régimes autoritaires, les persécutions, les réseaux de migration illégale, la traite des êtres humains, les trafics, la pauvreté, les inégalités économiques et le changement climatique, **et** de trouver des solutions à long terme fondées sur le respect des droits de l'homme et sur la dignité; **souligne la nécessité de créer des voies légales de migration et de faciliter les retours volontaires, dans la mesure du possible, y compris dans le respect du principe de non-refoulement;**

56. souligne qu'il est et urgent de s'attaquer aux causes profondes des flux migratoires, telles que les guerres, les conflits, les régimes autoritaires, les persécutions, les réseaux de migration illégale, **les incitations à l'immigration**, la traite des êtres humains, les trafics, la pauvreté, les inégalités économiques et le changement climatique, de trouver des solutions à long terme fondées sur le respect des droits de l'homme et sur la dignité, **et de mettre en place des dispositifs visant à** faciliter les retours volontaires;

Or. en